

France/Armistice de la guerre 14-18

Mémoire et tensions diplomatiques contemporaines ont rendez-vous à Paris

AFP
Paris/France

Près de 70 dirigeants sont attendus ce dimanche au pied de l'Arc de Triomphe pour cette commémoration. La grande majorité d'entre eux devraient également prendre part à un forum international sur la paix à la grande halle de la Villette.

DES dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement convergeront ce dimanche à Paris pour marquer le centenaire de l'armistice de la guerre de 14-18 et participer à un forum international sur la paix, organisé par Emmanuel Macron comme un plaidoyer contre le déclin de l'ordre mondial multilatéral.

L'emblématique Arc de Triomphe parisien, en haut de l'avenue des Champs Elysées, sera l'écrin d'une cérémonie hors norme dimanche matin à laquelle participeront près de 70 dignitaires dont Donald Trump, Vladimir Poutine, Angela Merkel, Justin Trudeau, Recep Tayyip Erdogan, Muhammadu Buhari...

La capitale française sera placée sous haute sécurité avec près de 10 000 membres des forces de sécurité mobilisés pour protéger les différents sites sensibles.

Tous les chefs d'Etat et de gouvernement seront ac-

cueillis dimanche matin au Palais de l'Elysée par Emmanuel Macron, pour qui cette journée marquera le point d'orgue des commémorations organisées à l'occasion du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale qui avait saigné l'Europe et le monde, faisant 18 millions de morts.

Au-delà du cérémonial, du recueillement et du décorum, le président français a voulu ancrer cette journée dans le présent en organisant un forum international pour défendre le multilatéralisme, ce socle idéologique qui encadre les relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et est sévèrement mis à mal par certains chefs d'Etat, dont le président américain Donald Trump.

"UTILISER LES LEÇONS DU PASSE" • "On n'est pas seulement sur les commémorations, on est sur l'utilisation des leçons du passé pour préparer l'avenir", explique l'ancien ambassadeur Michel Duclos, qui a travaillé à l'organisation du forum.

Ce "Forum de Paris sur la paix" s'ouvrira dimanche après-midi dans le nord de Paris, à la grande halle de la Villette. Il regroupera des prises de parole, des ateliers de réflexion auxquels participeront des chefs d'Etat défenseurs de l'ordre multilatéral.

Donald Trump en re-



Photo : AFP

A la veille d'un week-end qui marquera le point d'orgue des commémorations du Centenaire de l'Armistice de la guerre 14-18, le président Emmanuel Macron était hier dans la Somme, rejointe par la Première ministre britannique Theresa May.

vanche se tiendra à l'écart de cette réunion où ses positions politiques et diplomatiques, bâties sur le rapport de force, la pression, le bilatéralisme, voire l'unilatéralisme, risquent fort d'être battues en brèche.

Emmanuel Macron, Angela Merkel, Justin Trudeau, qui tous se heurtent régulièrement à Donald Trump dans les enceintes internationales comme le G7 ou le G20, participeront au forum où il sera question de gouvernance mondiale, de paix, de coo-

pération, de liberté d'expression, etc.

La chancelière allemande prononcera le discours d'ouverture avec Emmanuel Macron et le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres. Elle devrait souligner l'importance du multilatéralisme pour la paix et de la coopération dans les organisations internationales.

"L'idée c'est de construire un début de coalition de pays qui défendent le multilatéralisme et la capacité des instruments du multilatéralisme à aider les

gens", explique M. Duclos. Pour un haut responsable américain, la visite de Donald Trump "est une opportunité historique d'honorer le sacrifice" des soldats, mais "la participation du président servira aussi à rappeler le rôle important qu'ont joué et que continuent de jouer les Etats-Unis pour la paix et la sécurité en Europe". "Alors que nous nous recueillons ensemble sur les horreurs de la Première Guerre mondiale, dont l'utilisation des gaz de combat, ces commémorations servent aussi de rappel à point nommé sur la nécessité d'empêcher l'utilisation des armes chimiques, même aujourd'hui", a-t-il ajouté, en référence transparente au régime syrien, plusieurs fois accusé récemment d'en employer dans le conflit qui l'oppose aux rebelles.

Ce rassemblement devrait aussi offrir l'occasion à certains dirigeants de discuter en tête à tête des dossiers en cours. S'il n'est pas prévu de rencontre bilatérale entre Donald Trump et Vladimir Poutine, le président américain, qui s'entretiendra ce samedi matin avec Emmanuel Macron, pourrait rencontrer le président turc Recep Tayyip Erdogan pour évoquer la crise syrienne ou les suites du meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi.

Madagascar/Présidentielle du 7 novembre

Des irrégularités "très marginales"

AFP
Antananarivo/Madagascar

Jugement hier des observateurs de l'UE, en réponse aux accusations lancées la veille par l'ancien président et candidat Hery Rajaonarimampianina.

LES observateurs de l'Union européenne (UE) ont estimé hier "très marginales" les irrégularités lors du premier tour de la présidentielle à Madagascar, alors que la veille l'un des favoris, l'ancien président Hery Rajaonarimampianina, les avait jugées "nombreuses".

"Les irrégularités sont très marginales. Il n'y a pas eu d'impact de ce que nous avons constaté sur le résultat des élections", a déclaré le chef de la mission des observateurs de l'UE, Cristian Preda. Parmi les irrégularités, il



Photo : AFP

L'ancien président Hery Rajaonarimampianina avait dénoncé jeudi de "nombreuses" fraudes. Ces irrégularités sont "très marginales", ont jugé hier les observateurs de l'UE.

a signalé "deux cas" de bourrage d'urnes, sur un total de quelque 25 000 bureaux de vote.

"Ce que nous avons constaté comme difficultés et anomalies, ce sont des questions plutôt d'ordre

logistique, d'organisation qui n'ont pas eu d'impact sur la crédibilité des élections", a-t-il insisté lors d'une conférence de presse.

Jeudi, l'un des favoris à la présidentielle, l'ancien président Hery Rajaonarimampianina (2014 - septembre 2018), avait dénoncé de "nombreuses irrégularités de vote et anomalies techniques". "Nous ne laisserons pas la population se voir dérober son vote", avait-il prévenu. "Toute irrégularité signalée doit être traitée par la justice", a réagi M. Preda.

"C'est important de ne pas tricher. Moi, les gens qui essaient de tricher quand il s'agit de dénoncer des irrégularités, je ne les aime pas", a-t-il ajouté.

Cette présidentielle est "un peu l'élection de la dernière chance" pour le développement de Madagascar et la consolidation de la démocratie, a estimé

pour sa part Lidia Gerin-ger, cheffe de délégation du Parlement européen.

Madagascar est l'un des pays les plus pauvres au monde. Les trois-quarts des 25 millions d'habitants vivent avec moins de 1,9 dollar par jour.

L'île, située dans l'océan Indien, connaît régulièrement des crises politiques depuis son indépendance en 1960.

Selon les résultats très provisoires publiés hier par la commission électorale nationale indépendante (Ceni), et qui portent sur 1 350 des quelque 25 000 bureaux de vote, Andry Rajoelina arrive en tête (42,86%), devant Marc Ravalomanana (40,18%) et Hery Rajaonarimampianina (4,38%). Les trois hommes ont déjà occupé la magistrature suprême depuis le début des années 2000.

L'Afrique en bref

• Liberia/Justice. Appel à juger les responsables de crimes pendant la guerre civile

Le représentant au Liberia du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) et des ONG ont appelé hier à Monrovia les autorités à juger les auteurs de crimes commis pendant la guerre civile qui a ravagé ce pays d'Afrique de l'Ouest de 1989 à 2003.

• Maroc/Justice. Prison pour 9 manifestants de Jerada

La justice marocaine a condamné neuf personnes à des peines allant de 3 à 5 ans de prison ferme, en lien avec le mouvement de protestation dans l'ancienne cité minière de Jerada en 2017-2018, a-t-on appris hier auprès de leur avocat.

• RDCongo/Présidentielle. L'opposition en quête d'un candidat commun

Les sept ténors de l'opposition congolaise sont réunis depuis hier à Genève pour tenter de désigner un candidat commun à la présidentielle de décembre et faire taire leurs dissensions à moins de deux mois d'un scrutin sous tension en République démocratique du Congo.

• Togo/Politique. Législatives confirmées en décembre

Le gouvernement togolais a confirmé la tenue des législatives le 20 décembre prochain, contrairement aux souhaits de l'opposition mais conformément aux recommandations des chefs d'Etat de la région, médiateurs dans la longue crise entre le président Faure Gnassingbé et ses adversaires qui réclament sa démission.

• Zambie/Politique. Manifestations anti-chinoises : le gouvernement accuse l'opposition

Le gouvernement zambien a accusé hier l'opposition d'alimenter les attaques "xénophobes" contre les ressortissants chinois après une série de violences visant la communauté chinoise et ses entreprises.

• Tchad/Politique. Nouveaux ministres de la Sécurité et de la Défense

Le président tchadien Idriss Déby a nommé deux nouveaux ministres à la Sécurité (Mahamat Abba Ali Salah) et à la Défense (le général Daoud Yaya), lors d'un remaniement ministériel, a annoncé hier la télévision nationale du Tchad, en proie à des tensions dans le nord.